

CTSD du 15/04/2020

Déclaration liminaire



M. le Directeur Académique, Mmes et Mrs les membres du CTSD,

Sur le maintien du lien scolaire :

Depuis l'annonce de la fermeture des écoles et établissements scolaires, les enseignant.es travaillent sans relâche afin de maintenir un lien scolaire avec leurs élèves. Mais force est de constater que cette continuité est difficile à mettre en œuvre et exacerbe les inégalités sociales, pénalisant ainsi les conditions d'apprentissage d'un grand nombre de nos élèves. Les personnels ont aussi fait preuve d'un investissement considérable pour adapter leurs pratiques pédagogiques à une multitude d'outils numériques pas toujours performants, mettant en évidence le manque d'investissements publics en la matière. Pour toutes ces raisons,

parler de « continuité pédagogique » est un leurre.

Par ailleurs, de nombreux collègues maintiennent un contact avec les familles, en utilisant leur téléphone et leur matériel informatique personnels. Car plus qu'une continuité scolaire, c'est une continuité humaine : maintenir un lien avec les familles, notamment celles dont les difficultés sociales ou familiales sont exacerbées par le confinement. La situation présente met par ailleurs bien en évidence le caractère indispensable d'une présence physique humaine et professionnelle auprès des élèves de la maternelle au baccalauréat.

Pendant ce temps, le ministre annonce un soutien scolaire à distance pendant les vacances. Si le lien éducatif a été maintenu avec les élèves dans la période de confinement, l'école s'est arrêtée le 13 mars. Prétendre résoudre à distance des difficultés scolaires est un leurre, la communication ministérielle est donc en total décalage avec la réalité.

Sur la sortie du confinement :

Le retour progressif à l'école à partir du 11 mai annoncé le 13 avril par le Président laisse songeur quand dans le même temps tous les lieux publics resteront fermés. Les jeunes élèves ne peuvent pas respecter facilement les gestes barrières et peuvent être porteurs sains du virus. Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand près de 900.000 professeurs et 12 millions d'élèves seront rassemblés en classe ? Sans parler de la sieste en maternelle, des parents nombreux devant le portail, des repas à la cantine...

Cette annonce n'est pas du tout sérieuse. De plus, comme l'a demandé le CHSCT ministériel du 3 avril, il faudrait pouvoir tester tous les personnels et élèves avant la reprise, mais aussi proposer des protections adaptées en grand nombre...

Et quand on parle de reprise progressive, quelle serait cette progressivité ?

Plus largement à l'échelle du pays, seul un dépistage massif pourrait permettre d'isoler et de soigner rapidement tous ceux qui sont atteints du virus. Mais annoncer que le dépistage ne sera proposé qu'aux personnes qui ont des symptômes, c'est acter qu'on ignore la période d'incubation et qu'on laisse circuler le virus !

Le Président laisse entendre qu'il faut vite rouvrir les écoles pour accueillir les élèves, afin que les parents puissent retourner travailler et relancer l'économie rapidement. Mais la priorité devrait être

la santé de la population et non l'impact économique ! Par un retour hâtif à l'école, guidé semble-t-il davantage par des enjeux économiques que sanitaires, le gouvernement prendrait le risque d'un retour de bâton de l'épidémie, qui mettrait à mal les efforts fournis jusque-là, tant sanitaires qu'économiques. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Pour la FSU, c'est bien l'enjeu sanitaire qui devrait motiver l'ensemble des décisions, à commencer par la fermeture temporaire des entreprises non-essentiels, pour se concentrer sur la lutte contre la pandémie.

Sur la carte scolaire :

Une fois de plus, les représentant.es du personnel ont dû préparer cette instance dans le flou et sans document de travail dignes de ce nom. Certes, les services ont compilé les prévisions d'effectifs pour l'ensemble des écoles du département, qu'ils en soient remerciés. Certes nous avons pu lors d'un groupe de travail à distance comparer ces effectifs à ceux qui nous avaient été transmis permettant des vérifications là où cela s'avérait nécessaire. Mais tout ce processus, et cela jusqu'au moment où nous nous exprimons, se déroule sans la moindre idée de vos intentions, M. le Directeur Académique, en matière d'ouvertures ou de fermetures de classes. Rappelons si nécessaire dans de nombreux départements, le projet de carte scolaire est partagé avec les organisations syndicales dès le groupe de travail. Rappelons également que ce fut le cas à une autre époque dans notre département. Les explications données à l'époque sur une presse qui serait à l'affût des publications faites sur nos sites internet ont bon dos quand il s'agit de donner une apparence au dialogue social alors que celui-ci est nié dans les actes, et ce de plus en plus depuis des années.

Nous avons beau rappeler la loi, cela ne suffit pas. La consultation des représentant.es du personnel dérangerait-elle ? Quand la loi l'impose, on change la loi, comme dans la récente destruction de la fonction publique et la mise à mort des CAPD. Quand on n'a pas encore eu le temps de la changer, on la contourne ou on la nie, voire on l'enfreint de manière assumée comme dans l'organisation même de ces instances avec un CTSD, son repli et un CDEN menés tambour battant en trois jours, dans la plus pure négation des textes en vigueur. Les circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de COVID-19 ne permettent pas tout, et sont une nouvelle occasion de restriction des libertés individuelles et collectives. En voici une preuve supplémentaire.

L'annonce du Ministre que les fermetures dans les écoles de moins de 5000 habitant.es ne pourraient se faire qu'avec l'accord du maire conduit à une limitation du nombre de ces fermetures. Pour autant, la FSU pointe le risque d'une nouvelle étape vers la territorialisation de décisions qui relèvent du service public national, qui se doit de garantir l'équité de traitement pour tous les territoires.

Quant à la dotation supplémentaire de postes dans le premier degré doit-on s'en réjouir ? Oui forcément, la FSU préfère voir une dotation positive remplacer la dotation négative initialement prévue, et ce d'autant plus que cette évolution correspond aux demandes de moratoire justement formulées par le SNUipp au ministre. Que le terme « moratoire » n'ait pas été employé est un épiphénomène. Mais si on regarde les faits, qu'en est-il ? Le rapport P/E progresse ? Encore heureux qu'avec la création de classes à effectifs réduits les moyennes départementales sont en progrès ! Mais ces dernières années, les cartes scolaires ont été tellement tendues qu'il a fallu puiser dans des ressources pourtant ô combien nécessaires pour arriver à préserver le strict minimum. Ce sont les RASED, toujours pas reconstitués après leur démantèlement des années Sarkozy, les brigades de remplacements qui ont dû faire les frais des dotations insuffisantes des années précédentes. Aujourd'hui encore, l'essentiel de la dotation positive que nous avons sera absorbée par le

dédoublément des GS en REP. Ce serait une bonne chose si cela ne se faisait pas au détriment d'autres écoles ou des conditions de travail dans les autres niveaux des écoles concernées.

Le contexte actuel a rendu plus visibles que jamais les inégalités sociales au sein de notre système éducatif. Cette carte scolaire devrait avoir plus que jamais comme exigence d'y apporter une réponse. Cette réponse face aux inégalités passe avant tout par la pérennisation et l'amplification des moyens spécifiquement missionnés pour y répondre : les RASED qui assurent une expertise dans l'accompagnement de la difficulté scolaire, les PDMQC qui permettent partout où ils sont implantés une adaptation pédagogique au plus près des besoins et des réalités locales, les remplaçant.es qui assurent la continuité sur l'ensemble du territoire et devraient permettre les départs en formation, les postes de l'ASH qui accueillent dans des structures adaptés des enfants dont les besoins spécifiques n'ont pour la plupart pas pu être satisfaits dans la période.

Pour conclure, la situation actuelle montre combien le Service Public en général, et celui de l'Éducation pour ce qui nous concerne, est nécessaire et indispensable pour garantir l'accès aux besoins essentiels de la population, jusqu'à la préservation de la vie. Les politiques visant à le réduire, au prétexte qu'il ne serait pas rentable, ont conduit à la catastrophe que nous vivons. Cette terrible expérience doit servir de point d'appui pour changer d'orientation, en profondeur. Si certains discours gouvernementaux semblent faire acte de repentance, de nombreux signaux montrent déjà qu'il n'en sera rien. La FSU appelle les personnels à rester vigilant-es, et à être prêts à se mobiliser pour défendre le bien commun et revendiquer les moyens nécessaires pour que le Service Public sorte renforcé de cette crise et préparer le jour d'après.